

SERIE DE PAPIERS DE TRAVAIL DU SECTEUR SOCIAL DE L'IVM

N° 24/2011

**EVALUATION DES BESOINS DANS LE SECTEUR DE L'EDUCATION, POUR LA
VILLE DE LOUGA, SENEGAL**

Préparé par:

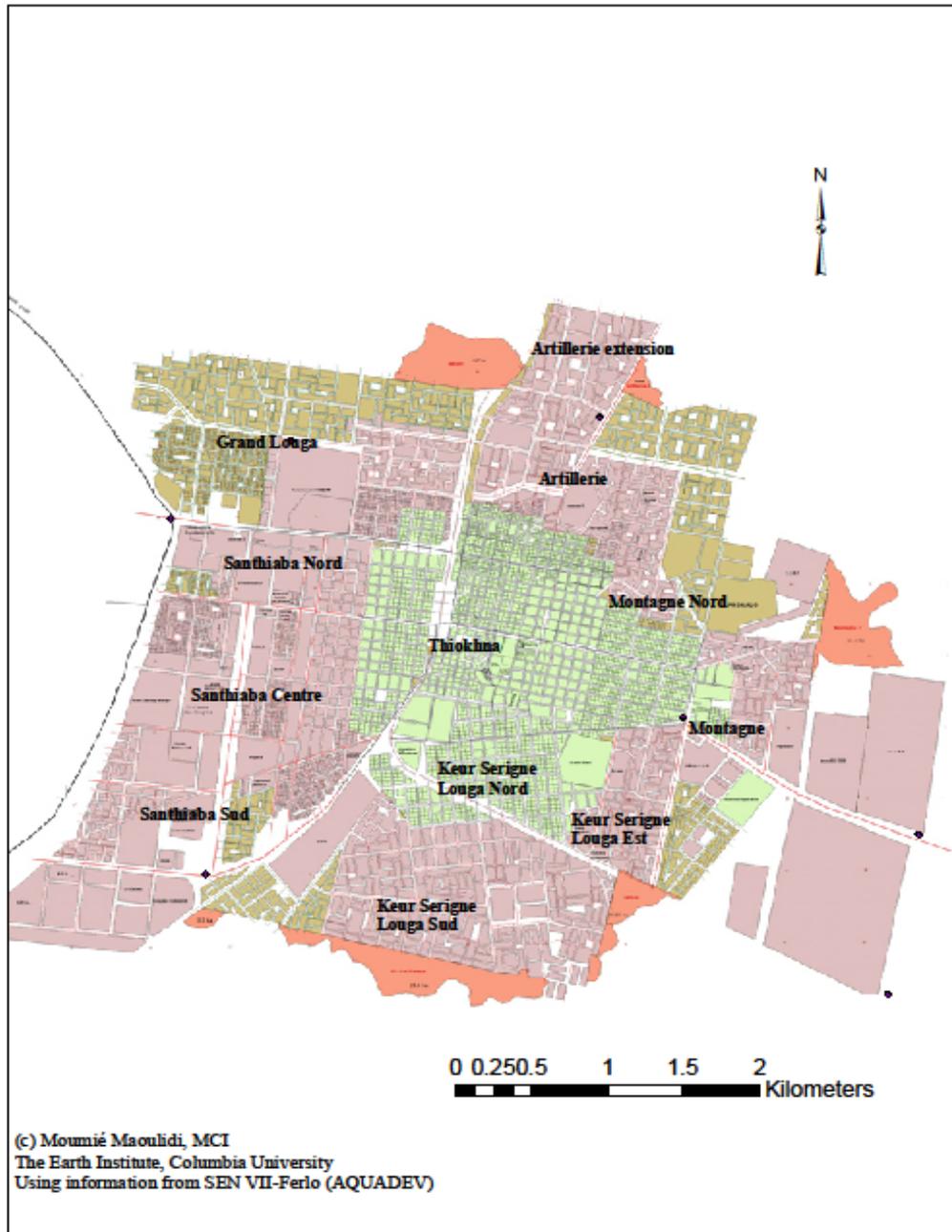
Moumié Maoulidi, PhD, Comité technique communal de Louga et Comité technique régional de
Louga

Décembre 2011

475 Riverside Drive, Suite 253, 2ème Etage, New York, NY, 10115, Etats-Unis
Phone: +1-212-870-2767; Fax : +1 212-870-2777
Site d'internet: <http://mci.ei.columbia.edu>

N. B. Cette évaluation des besoins a été préparée par Docteur Mourié Maoulidi, responsable du secteur social de l'Initiative des villes du millénaire (IVM) avec l'assistance de la Commission locale du Plan de développement social, économique et culturel (PDSEC). Docteur Susan Blaustein, co-directeur de l'IVM et Adama Gueye, spécialiste du secteur social à l'IVM ont corrigé le rapport. Laurence Deschamps-Laporte et Alban Bressand, stagiaires de l'IVM, ont apporté leur soutien aux multiples aspects du processus de recherche et de révision.

Figure 1. Carte de Louga



REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les personnes et institutions suivantes pour leurs contributions.

La Mairie de Louga

M^{me} Aminata Mbengue Ndiaye, Madame le maire de Louga

Centre OMD à Bamako, Mali

Docteur Amadou Niang, Directeur

Docteur Mamadou Chérif Bane

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

Assane Thioune

Commission locale du Plan de développement social, économique et culturel (PDSEC)

Mountaga Sall, président de la commission planification-stratégies-prospectives

Arame Gaye Diop, présidente de la commission genre et petite enfance

Matar Sow, président de la plateforme des Acteurs non étatiques (ANE)

Djibril Samb, agent municipal chargé des projets et programmes

Abdoulaye Kane, facilitateur recruté par le projet «Equité de genre dans la gouvernance locale» (GELD)

Adama Gueye, Spécialiste du secteur sociale

IVM, Louga

Adama Gueye, Spécialiste du secteur sociale

IVM, New York

Docteur Susan Blaustein, Directeur

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	3
LISTE DES FIGURES	5
LISTE DES TABLEAUX	5
RESUME EXECUTIF	8
I. INTRODUCTION	9
1.1. Contexte	9
1.2. Objectifs	9
1.3. Méthodologie	9
1.4. Limites	9
1.5. L'éducation au Sénégal et à Louga	10
II. PERSPECTIVES SUR LES SOUS-SECTEURS DE L'EDUCATION	13
2.1. L'enseignement préscolaire (la petite enfance)	13
2.2. L'enseignement élémentaire	15
2.3. L'enseignement moyen	17
2.4. L'enseignement secondaire général	18
2.5. Les écoles Franco-arabes et les écoles coraniques (Daaras)	19
2.6. L'éducation spécialisée et pour handicapés	20
2.7. L'enseignement technique et la formation professionnelle	20
2.8. L'alphabétisation	23
III. FINANCEMENT DE L'EDUCATION	23
3.1. Scénario 1	26
3.2. Scénario 2	26
3.3. Les résultats des simulations	27
IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	28
RÉFÉRENCES	29
ANNEXE I: Résultats du Scénario 2 (en F CFA et USD)	32
ANNEXE II: Données sur les établissements de formation technique et professionnelle	33
ANNEXE III: Chronogramme de mise en œuvre du nouveau curriculum	35

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Carte de Louga	2
Figure 2. Système d'éducation au Sénégal et à Louga	10
Figure 3. Taux brut de scolarisation (TBS) pour l'enseignement préscolaire à Louga	14
Figure 4. Taux brut de scolarisation pour l'enseignement élémentaire à Louga	15
Figure 5. Taux brut de scolarisation de l'enseignement moyen à Louga	17
Figure 6. Taux brut de scolarisation du secondaire à Louga	18

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Nombre d'écoles dans la commune de Louga (2009).....	12
Tableau 2. Evolution de l'Indice de parité des genres (IPG) dans l'enseignement préscolaire	14
Tableau 3. Evolution de l'Indice de parité des genres dans l'enseignement élémentaire	16
Tableau 4. Evolution de l'Indice de parité dans l'enseignement moyen.....	18
Tableau 5. Evolution de l'Indice de parité dans l'enseignement secondaire à Louga.....	19
Tableau 6. Exécution du budget global des communes en 2009	23
Tableau 7. Les ressources financières mobilisées (en F CFA) (2008)	24
Tableau 8. Indicateurs de flux pour la région de Louga	26
Tableau 9. Hypothèses des scénarios alternatifs de simulation	26
Tableau 10. Résultats du Scénario 1 (en F CFA et USD).....	27

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACDI	Agence canadienne de développement international (<i>CIDA</i> en anglais)
ANPECTP	Agence nationale de la petite enfance et de la case des tout-petits
ANSD	Agence nationale de la statistique et de la démographie
APC	Approche par compétence
BAC	Diplôme du baccalauréat
BDA	Banque de développement africaine
BEP	Bureau des examens professionnels
BFEM	Brevet de fin d'études moyennes
BIT	Bureau international du Travail
BM	Banque Mondiale
CASE	Caisse d'assistance et de solidarité éducative
CAP	Certificat d'aptitude pédagogique
CDET	Comité départemental d'éducation de base pour tous
CEB	Curriculum de l'éducation de base
CEFAM	Centre de formation et d'appui aux métiers
CEM	Collège d'enseignement moyen
CETF	Centre d'enseignement technique féminin
CFEE	Certificat de fin d'études élémentaires
CFSEFI	Certificat de fin de stage de l'école de formation d'instituteurs
CGE	Comité de gestion de l'école
CP	Cours préparatoire
CREE	Créez votre Entreprise
CREPA	Centres de ressources éducationnelles polyvalents pour adultes
CRET	Comité régional d'éducation de base pour tous
CRETf	Centre régional d'enseignement technique féminin
DAEB	Direction de l'alphabétisation et de l'éducation de base
DAGE	Direction de l'administration générale et de l'équipement
DEPEE	Direction de l'éducation préscolaire et de l'enseignement élémentaire
DEPS	Direction de l'éducation préscolaire
DIPE	Développement intégré de la petite enfance
DPRE	Direction de la planification et de la réforme de l'éducation
ECB	Ecole communautaire de base
EFI	Ecole de formation des instituteurs
EGEF	Etats généraux de l'éducation et de la formation
ENS	Ecole normale supérieure
EPSSim	Modèle de simulation des politiques et stratégies éducatives
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
GTZ	Coopération technique allemande
IA	Inspection d'académie
IDEN	Inspection départementale de l'éducation nationale
IFSA	Institut de Formation Sanitaire
ISM	Institut supérieur de management
ISMDB	Institut africain de santé sociale de Mame Diarra Bousso de Louga
ITA	Institut de technologie agricole
IVM	Initiative des villes du millénaire

JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MENETFP	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
METFP	Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
MINEDU	Ministère de l'éducation
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONFP	Office de formation professionnelle
ONG	Organisation non gouvernementale
PAPA	Projet d'appui au plan d'action de l'alphabétisation
PASEC	Programme d'analyse des systèmes éducatifs
PC	Physique, chimie
PDEF	Programme décennal de l'éducation et de la formation
PDRH	Programme de développement de l'éducation
PDSEC	Plan de développement social, économique et culturel
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PNDE	Projet national pour le développement de l'éducation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDA	Responsable départemental de l'alphabétisation
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
RRA	Responsables régionaux de l'alphabétisation
SCOFI	Comité de la scolarisation de la fille
SIG	Système d'information de gestion
SNERS	Système national d'évaluation des rendements scolaires
SVT	Sciences de la vie et de la terre
TBS	Taux brut de scolarisation
TRIE	Trouver votre idée d'entreprise
UCAD	Université Cheikh Anta Diop
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

RESUME EXECUTIF

Ce rapport évalue les progrès accomplis par la ville de Louga pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans le domaine de l'éducation. Il s'agit d'un diagnostic de la situation qui présente les résultats d'une évaluation des besoins rédigée par l'Initiative des villes du millénaire (IVM) et la mairie de Louga.

Le secteur de l'éducation à Louga est en constante expansion. Récemment, la commune a enregistré des avancées dans tous les domaines et volets de l'éducation. Les effectifs scolaires et le personnel ont tous connu des bonds. Par exemple, le taux brut de scolarisation (TBS) est passé de 100 pour cent en 2002 à 122 pour cent en 2009 pour l'enseignement élémentaire. De plus, il y a maintenant moins de disparités entre les filles et les garçons.

Récemment, la ville a identifié plusieurs quartiers qui ont besoin d'améliorations dans le domaine de l'éducation tels que Montagne Nord, Artillerie Nord, Keur Serigne Louga Est et Santhiaba Nord. Celles-ci incluent la construction de 18 salles de classe ainsi que la réhabilitation d'écoles et leur approvisionnement en matériel d'apprentissage. L'objectif est que d'ici 2015, tous les enfants de Louga aient accès à l'école et achèvent au moins cinq ou six années de scolarité élémentaire de qualité.

Les principaux obstacles à l'accès à l'éducation primaire pour tous d'ici 2015 sont la faiblesse des ressources financières, le déficit de salles de classe et d'établissements scolaires ainsi que le manque de livres, et de points d'eau. Quelques écoles publiques continuent à utiliser des abris provisoires parce que l'IDEN n'a pas construit des classes permanentes à temps. Malgré les efforts collaboratifs du gouvernement central et des collectivités locales, il existe d'importants besoins de réhabilitation des salles de classe ainsi que des blocs administratifs et des toilettes séparées pour les garçons et les filles. Dans l'enseignement secondaire général, on constate que les effectifs ne se sont pas suffisamment améliorés, en dépit de la création de nombreux lycées publics ces dernières années.

La qualité de l'éducation et l'efficacité interne doivent aussi s'améliorer. Cela est important car certains enseignants sont mal rémunérés, peu formés, et les taux de redoublement et d'abandon sont très élevés. Dans ces conditions, les élèves dans les écoles élémentaires sont souvent mal scolarisés et certains n'arrivent pas à compléter le cycle primaire.

Les résultats obtenus grâce au modèle d'évaluation des besoins et des coûts (EPSSim) montrent qu'un investissement annuel de \$30 (15 165 CFA) par personne, entre 2012 et 2015, peut aider la ville de Louga à atteindre les OMD en matière d'éducation.

Ce rapport est divisé en trois parties. La première partie fournit une description générale du système scolaire à Louga et au Sénégal, définit les objectifs, la méthodologie et les limites de l'évaluation des besoins. La seconde partie présente une analyse des données collectées sur le terrain et rassemblées à partir de publications municipales et nationales. La troisième partie présente les coûts des interventions identifiées et retenues, nécessaires à l'atteinte des OMD pour l'éducation. La quatrième partie présente les conclusions et recommandations.

I. INTRODUCTION

1.1. Contexte

La ville de Louga, capitale de la région homonyme, forme le pôle Nord du bassin arachidier. La commune est située sur l'axe Dakar-Saint-Louis (à 200 km de Dakar et 75 km de Saint-Louis), à l'embranchement de la route qui conduit à l'est vers Linguère et Matam. La ville compte 12 quartiers, dont 11 officiels et le quartier de Grand Louga qui constitue une entité spéciale.

Selon le dernier recensement de la population du Sénégal (2002), la population de la ville s'élevait à 73 662. Selon les projections, en 2011 Louga a 92 807 habitants et on y comptera 101 750 habitants en 2015. A l'instar des autres villes du Sénégal, la population de Louga est essentiellement jeune. La pyramide des âges témoigne de la jeunesse de la population, avec 46 pour cent de la population âgée de moins de 15 ans. La répartition de la population selon le sexe (sex-ratio) se caractérise par la prédominance des femmes (52,2% de femmes contre 47,8% d'hommes). L'émigration, qui touche particulièrement les hommes, explique ce phénomène. De plus, à partir des années 1970, la dégradation des conditions climatiques dans la région de Louga a encouragé des flux migratoires en provenance des villages environnants.

Avec un taux de croissance démographique annuel de plus de 2,3 pour cent, la population jeune en demande de scolarisation est croissante.

1.2. Objectifs

Cette évaluation des besoins a pour objectifs d'examiner les défis que la commune de Louga doit surmonter afin d'atteindre les deuxième et troisième Objectifs du Millénaire (OMD 2 et OMD 3) qui consistent à parvenir à l'éducation primaire pour tous, à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de la femme ainsi que d'identifier des interventions qui permettraient à Louga d'atteindre ces objectifs.¹ De plus, cette étude estime les coûts de ces interventions.

1.3. Méthodologie

La méthodologie de recherche utilisée pour compiler ce rapport comprend une analyse des données administratives provenant de sources telles que l'Inspection de l'académie (IA) de Louga et l'Inspection départementale de l'éducation nationale (IDEN) sur les écoles préscolaires, primaires, moyennes, secondaires ainsi que les instituts techniques.

1.4. Limites

Le recensement de la population de 2002 a fourni un dénombrement assez précis des populations scolarisables pour les différents niveaux d'enseignement. Toutefois, les projections démographiques ont utilisé des taux de croissance différents, ce qui cause une sous-estimation ou surestimation de la population scolarisable et du taux brut de scolarisation (TBS).² La plupart des données sur l'éducation ont été fournies par l'IA et l'IDEN, mais quelques indicateurs tels

¹ Les résultats du rapport seront intégrés dans le Plan de développement social, économique et culturel (PDSEC).

² Les projections ont été faites en 2004, 2006, et en 2010.

que le taux brut de scolarisation et l'indice de parité des genres n'étaient pas disponibles donc il a fallu les calculer. Également, les coûts unitaires n'étaient pas toujours actualisés, ce qui s'avéra un problème majeur. Il fut néanmoins possible de recueillir suffisamment de données pour évaluer la situation en matière d'éducation à Louga.

1.5. L'éducation au Sénégal et à Louga

Le système d'éducation au Sénégal est divisé en cinq niveaux: le préscolaire, l'élémentaire, le moyen, le secondaire et l'enseignement supérieur et technique. L'enseignement élémentaire comporte trois cycles de deux ans chacun (CI et CP, CE1 et CE2, CM1 et CM2) avec un examen intitulé «Certificat de fin d'études élémentaires» (CFEE) à la fin du troisième cycle.

L'enseignement moyen se termine avec le «Brevet de fin d'études moyennes» (BFEM) tandis que les études secondaires s'achèvent avec le Baccalauréat, tel que présenté dans la Figure 2.

Figure 2. Système d'éducation au Sénégal et à Louga

Niveau	Âgé	Classe	Remarques
Préscolaire	4	petite section	3-4 ans d'études
	5	moyenne section	
	6	grande section	
		classe transitoire	
Élémentaire	7	CI - cours d'initiation	Enseignement obligatoire qui dure 6 ans
	8	CP - cours préparatoire	
	9	CE1- cours élémentaire première année	
	10	CE2 - cours élémentaire deuxième année	
	11	CM1 - cours moyen première année	
	12	CM2 - cours moyen deuxième année	
Certificat de fin d'études élémentaires (CFEE)			
Moyen	13	sixième	l'enseignement moyen technique dure 4 ans
	14	cinquième	
	15	quatrième	
	16	troisième	
BFEM (Brevet de fin d'études moyennes)			
Secondaire	17	seconde	Il existe aussi un enseignement secondaire technique qui dure entre 2 et 5 ans
	18	première	
	19	terminale	
Baccalauréat			
Supérieur	20 ans et plus	universitaire	Nécessite entre 5 et 8 ans d'études
		formation professionnelle et technique	

Les sous-secteurs élémentaires et moyens sont régis par le Programme d'éducation et de développement de formation (PDEF), pour la période de l'an 2000 et jusqu'à la réalisation de

l'objectif du Millénaire pour le développement pour l'éducation universelle en 2015.³ La première phase du PDEF a été mise en œuvre entre 2000 et 2004, période où ont été enregistrés des progrès en matière d'accès au cycle primaire et de TBS. La seconde phase du PDEF (2004-2007) a accordé la priorité à l'amélioration de la qualité des enseignements/apprentissages.⁴ Les sessions de formation des enseignants (didactique, planification des apprentissages, gestion de la classe) semble avoir favorisé la réussite scolaire. La troisième phase (2008-2011) vise à améliorer la gestion et la coordination du secteur d'éducation, ce qui inclut l'imposition (en principe) d'un calendrier scolaire annuel de 900 heures, la révision de la progression et la standardisation des évaluations.

En 1996, une loi a transféré la responsabilité de gérer l'éducation et les établissements scolaires aux régions, communes et communautés rurales (Boubacar et François, 2007).⁵ Depuis l'avènement de la décentralisation en 1997, le ministère de l'Éducation (ME) a créé 11 Inspections d'académie (IA) au niveau régional et 43 Inspections départementales de l'éducation nationale (IDEN) au niveau départemental. Des transferts budgétaires sont opérés par l'administration centrale (DAGE⁶) au profit de ces structures décentralisées et établissements scolaires.

Les communes et communautés rurales sont en charge de la gestion des écoles élémentaires, conseils régionaux ainsi que des lycées et collèges. Selon un document publié par l'UNESCO, elles doivent assumer les dépenses de construction, d'équipements, d'entretien, de maintenance, de manuels et fournitures scolaires. A présent, la commune de Louga est chargée de l'équipement, de l'entretien et de la maintenance des écoles publiques. Le rôle de l'Etat devrait, selon la loi, être limité à la prise en charge des dépenses de personnel. Mais en réalité, les crédits de fonctionnement sont encore administrés par la DAGE, les IA et les IDEN selon des modalités classiques (Boubacar et François 2007).

Le ministère de l'Éducation a aussi récemment développé un curriculum basé sur l'approche par compétences. Ce curriculum établit un cadre qui favorise une méthodologie commune à travers les sujets, centré sur l'application des compétences pour résoudre des problèmes réels. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a lancé un projet qui soutiendra la formation de tous les enseignants élémentaires à l'enseignement de ce nouveau curriculum.

Bien que le Sénégal ait fait de l'atteinte de la scolarisation primaire universelle de qualité en 2015 la première de ses priorités dans le secteur de l'éducation, la rétention ne s'améliore pas aussi vite que l'accès, de sorte que le taux d'achèvement reste insuffisant (51 %). Plus précisément, un grand nombre d'étudiants échouent à l'examen d'entrée en sixième et n'obtiennent pas le Certificat de fin d'études élémentaires (CFEE).

³ Le PDEF vise à contribuer à la scolarisation universelle à l'horizon 2015.

⁴ Depuis 2000, le gouvernement a entrepris un processus global de réforme du système éducatif sénégalais. Le PDEF constitue à la fois un cadre politique et budgétaire élaboré par le gouvernement et mis en œuvre par le Ministère de l'Éducation (ME) pour piloter les réformes nécessaires du système éducatif, mais aussi un cadre de coordination des interventions des partenaires techniques et financiers.

⁵ Le Sénégal est divisé en 14 régions, 45 départements, 103 arrondissements et 110 communes.

⁶ Direction de l'administration générale et de l'équipement (DAGE)

L'éducation à Louga

En 2009, la ville comptait 13 écoles préscolaires (3 maternelles, une case des tout-petits et 9 garderies privées), 29 écoles élémentaires (6 privées), onze collèges d'enseignement moyen (5 privés), un collège d'enseignement technique (CEMT) et quatre lycées dont quatre franco-arabe et un privé tel que présenté dans le tableau 1.

Tableau 1. Nombre d'écoles dans la commune de Louga (2009)

	Public	Privé
Préscolaire	4	9
Écoles primaires	23	6
Écoles moyennes	6	5
Écoles secondaires	2	2
Total	35	22

L'éducation, service social de base, est en pleine expansion dans la commune. D'après les statistiques de l'IDEN de Louga, tous les enfants âgés de 7 à 12 ans sont scolarisés. On note aussi qu'il y a plus de filles scolarisées que de garçons; ce qui montre une bonne prise de conscience des parents d'élèves et atteste de tout le travail fait par le corps enseignant pour réussir ce pari. Les écoles sont suffisantes⁷ et assez bien réparties dans l'espace, mais 27 pour cent d'entre elles n'ont ni clôture ni toilettes, car venant d'être construites.

Cependant, l'éducation est confrontée à des contraintes majeures telles que le déficit des heures d'apprentissage, ou le quantum horaire qui devrait être entre 725 et 900 heures, mais qui a du mal à être atteint ces dernières années à cause des perturbations scolaires telles que des grèves d'enseignants et d'élèves (Diop, 2011). La non-maîtrise des mouvements des enseignants pose problème ainsi que le manque de synergie entre les différentes interventions dans le domaine de l'éducation. On note également un manque de table-bancs et un mauvais état des voies qui nuit à l'accès aux établissements.

L'éducation connaît une évolution par rapport aux années passées grâce à la mise en place d'outils de gestion perfectionnés (comme le système d'information de gestion- SIG) qui facilitent la collecte, disponibilité et analyse des données. Toutefois, des salles de classes doivent être construites dans six écoles élémentaires et plusieurs autres doivent être réhabilitées. Une école maternelle doit aussi être construite dans le quartier Artillerie.

Un autre défi majeur est le recrutement, la formation, le déploiement et la gestion des enseignants. Historiquement, la plupart des enseignants dans les écoles élémentaires étaient recrutés directement pour travailler sans que ces derniers ne soient passés par un institut de formation. Ceux qui travaillent dans les écoles primaires sont des « volontaires » quoi que payés, mais à un taux plus modeste que les enseignants entièrement qualifiés et certifiés. On appelle ceux qui opèrent dans les écoles moyennes et secondaires des « contractuels ». Ces volontaires et contractuels sont eux aussi souvent déployés sans formation adéquate et doivent attendre plusieurs années avant de réaliser la certification officielle leur permettant d'atteindre le statut de

⁷ En 2011, le rapport diagnostic de la commune de Louga rapport qu'un le bureau du mair recomment la construction de quatre écoles primaires dans les quartiers de Montaigne Nord, Artillerie Nord, Keur Serigne Louga Est et Santhiaba Nord, toutefois, nous ignorons si ces écoles ont été construites.

fonctionnaire de l'état. Dans les années 1990, les volontaires avaient une formation de seulement 45 jours et ceci a contribué à la diminution de la qualité de l'éducation (Fadjri, 2010).

Cette situation a créé d'autres défis en matière d'éducation. Par exemple, les enseignants avec le statut de « deuxième classe » sont souvent démotivés et les établissements conçus pour assurer leur formation sont déjà surchargés par un grand nombre de volontaires, pour ne pas mentionner le nouveau corps recruté chaque année. De plus, les besoins en enseignants des sciences (SVT, MATHS, PC) de niveaux licence/maîtrise sont difficiles à satisfaire.

Au cours des trois dernières années, une formation à distance a été initiée et les écoles de formation des instituteurs ont réduit le nombre d'enseignants sans formation (Fadjri, 2010). À présent, beaucoup d'enseignants ont un diplôme pédagogique.

De plus, la présence du dispositif de mise en place d'un système de formation durable des enseignants, le développement partenarial au niveau de la commune par la présence de différents acteurs œuvrant en faveur de l'éducation (association des parents d'élèves, programmes, projets, etc.), une gestion rationnelle des ressources, une bonne planification stratégique des différentes activités liées à l'éducation constituent des atouts importants pour le développement de l'éducation dans la commune.

Récemment, l'IVM a collaboré avec l'entreprise sociale Cybersmart Africa, basée aux États-Unis, pour offrir une formation sur des solutions technologiques pour les écoles africaines. Quatorze enseignants du CEM de Grand Louga et du CEM de Leona ont participé à ces ateliers qui ont pour but d'intégrer les tableaux blancs interactifs adaptés dans les salles de classe. Les étudiants sont activement impliqués dans le processus d'apprentissage par l'utilisation de ce tableau pour l'enseignement. Avec cet outil technologique, les élèves travaillent en équipes, font preuve de sens critique et de leur habilité à résoudre des problèmes pour toutes les matières qui font partie de leur curriculum, c'est-à-dire les mathématiques, la lecture, les sciences, la géographie et l'histoire.

II. PERSPECTIVES SUR LES SOUS-SECTEURS DE L'EDUCATION

2.1. L'enseignement préscolaire (la petite enfance)

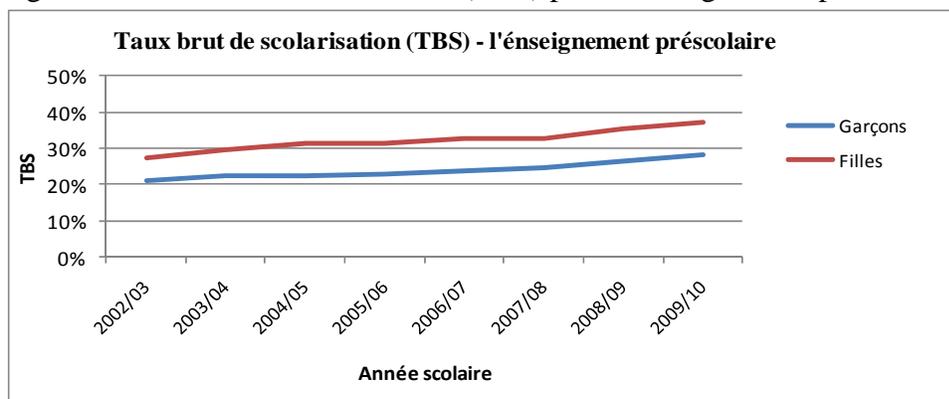
Le niveau préscolaire accueille les enfants âgés de quatre à six ans et comprend trois classes: la petite, la moyenne et la grande section.⁸ Un enfant n'ayant pas participé à ces sections doit s'inscrire en classe transitoire avant d'entamer sa première année d'études primaires.

Les garderies d'enfants privées formelles, les écoles maternelles et les garderies d'enfants communautaires telles que les cases des tout-petits sont principalement responsables de dispenser l'enseignement préscolaire sous la Direction de l'éducation préscolaire (DEPS) créée en 2001 et de l'Agence nationale de la petite enfance et de la case des tout-petits (ANPECTP) créée en 2010. Ces deux agences sont responsables de l'expansion et de l'harmonisation du système d'éducation préscolaire.

⁸ Certains enfants peuvent commencer le niveau préscolaire plus tôt tel qu'à deux ou trois ans.

La figure 3 montre l'évolution du taux brut de scolarisation pour l'enseignement préscolaire entre 2002/03 et 2009/10.

Figure 3. Taux brut de scolarisation (TBS) pour l'enseignement préscolaire à Louga



Source : IDEN de Louga

Entre 2002/03 et 2009/10, le nombre d'étudiants au préscolaire est passé de 1 846 à 2 914, soit une croissance de 58 pour cent. Toutefois, pour le moment, la petite enfance est essentiellement prise en charge par le privé. Par conséquent, la majorité des enfants à Louga ne participent pas à l'enseignement préscolaire.

En ce qui concerne le rapport filles/garçons, l'Indice de parité des genres (IPG)⁹ montre que depuis 2002/03, les écoles préscolaires ont accueilli un plus grand nombre de filles que de garçons.

Tableau 2. Evolution de l'Indice de parité des genres (IPG) dans l'enseignement préscolaire

Année	Indice de parité des genres (IPG)
2002/03	1,29
2003/04	1,32
2004/05	1,41
2005/06	1,37
2006/07	1,39
2007/08	1,33
2008/09	1,34
2009/10	1,32

Source : IDEN de Louga et IVM

Récemment, le nombre d'établissements préscolaires a augmenté. En 2010, Louga comptait trois écoles maternelles publiques, une case des tout-petits et neuf établissements préscolaires privés. En effet, le gouvernement veut que chaque école élémentaire accueille une structure préscolaire. La construction de cases des tout-petits peut aider le développement de l'enseignement préscolaire.

⁹ L'IPG dans un cycle donné est le rapport entre le taux brut de scolarisation des filles et celui des garçons.

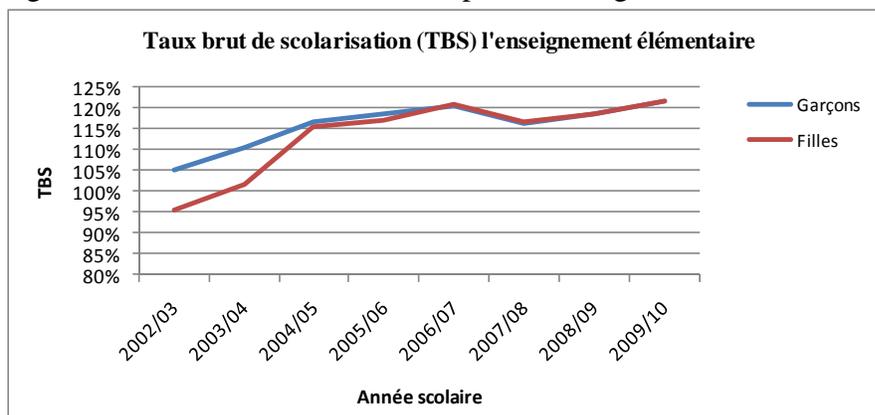
2.2. L'enseignement élémentaire

L'enseignement élémentaire est obligatoire et débute normalement à l'âge de sept ans et se termine à l'âge de 12 ans. Les classes élémentaires se succèdent comme suit: le cours d'initiation (CI), le cours préparatoire (CP), le cours élémentaire de première année (CE1), le cours élémentaire de deuxième année (CE2), le cours moyen de première année (CM1), le cours moyen de deuxième année (CM2). Les élèves qui terminent le CM2 obtiennent un certificat de fin d'études élémentaires (CFEE).

En 2006, la ville de Louga comptait 29 écoles primaires françaises, dont 18 publiques et 11 privées. Depuis quelques années, en collaboration avec certaines structures, la commune de Louga a entrepris la réhabilitation de certains établissements scolaires. La deuxième phase du Programme de développement des ressources humaines (PDRH2) a financé la réhabilitation de certaines écoles. L'école Artillerie a bénéficié du programme "coopération 2" et a été entièrement restaurée. De plus, certaines écoles se sont autofinancées pour répondre aux besoins de réhabilitation.

Les effectifs sont en constante évolution; la part du privé est de plus en plus importante et les filles représentent près de la moitié des effectifs. Cette évolution est le résultat d'efforts fournis par l'ensemble des partenaires de l'éducation pour construire de nouvelles infrastructures. Le taux brut de scolarisation (TBS) est passé de 100 pour cent en 2002/03 à 122 pour cent en 2008/09 soit une croissance de 22 pour cent. La figure 4 présente l'évolution du taux brut de scolarisation entre 2002 et 2008.

Figure 4. Taux brut de scolarisation pour l'enseignement élémentaire à Louga



Source : IDEN de Louga et IVM

Ces données, même si elle démontre un certain progrès, sont un peu décevantes par rapport aux objectifs du Plan de développement en cours (PDEF). En dépit des efforts importants réalisés en termes de couverture scolaire, la progression du taux d'achèvement reste faible dans la commune.

En 2008, le taux de redoublement au niveau élémentaire était élevé (11,3%). Plus précisément, le taux était supérieur à 10 pour cent en classe préparatoire (CP), en cours élémentaire deuxième année (CE2) et en cours moyen deuxième année (CM2). Une étude de l'UNESCO mentionne

que «la question des redoublements fait l'objet d'une politique nationale». En principe, il s'agit de décourager le redoublement dans l'enseignement élémentaire (Boubacar et François 2007). En 2009, le taux global de redoublement dans l'élémentaire a connu une baisse substantielle. Selon le sexe, cette baisse est plus perceptible chez les garçons que chez les filles. Le taux d'abandon était d'environ un pour cent.

Ces difficultés scolaires découlent de plusieurs facteurs liés à la pauvreté, à la présence ou non de latrines, aux migrations, mais aussi aux crises récurrentes qui gangrènent le système d'éducation. Tous ces paramètres influent négativement sur la fréquentation scolaire et expliquent souvent les taux élevés d'abandons et d'échecs scolaires dans certaines zones.

Le système d'éducation primaire à Louga compte plusieurs atouts. Par exemple, la mobilisation du comité de la scolarisation de la fille (SCOFI) ainsi que des parents d'élèves, l'appui des partenaires et des collectivités locales, la généralisation des évaluations standardisées au niveau régional, l'acquis considérable des directeurs d'écoles dans le domaine de l'approche par compétences (APC) ainsi que l'existence d'associations de parents d'élèves.

Tel que présenté dans le tableau 3, l'Indice de parité est passé de 0,91 en 2002/03 à 1 en 2009/10. Il faut tout de même ajouter que les taux d'abandon et de redoublement des filles sont supérieurs à ceux des garçons.

Tableau 3. Evolution de l'Indice de parité des genres dans l'enseignement élémentaire

Année	Indice de parité des genres (IPG)
2002/03	0,91
2003/04	0,92
2004/05	0,99
2005/06	0,99
2006/07	1,01
2007/08	1,01
2008/09	1,01
2009/10	1,00

Source : IDEN de Louga et IVM

Les facteurs qui interfèrent avec la scolarisation des filles peuvent être classés en deux grandes catégories, à savoir: les facteurs socioéconomiques et socioculturels d'une part, et les facteurs scolaires d'autre part.

Boîte 1

Les facteurs socioéconomiques et socioculturels	Les facteurs scolaires
• La pauvreté	• L'absence de latrines et de points d'eau
• Les travaux domestiques	• L'expulsion punitive pour cause de grossesse
• Le niveau culturel des parents, leur attitude à l'égard de l'école	
• La faible perception de l'intérêt de l'école aussi bien pour les filles que pour les mères	
• L'enrôlement tardif à l'école	

Source : IDEN et IVM

En ce qui concerne la qualité dans l'enseignement élémentaire, la ville est confrontée à d'importants besoins en constructions scolaires, réhabilitations d'abris provisoires et mises aux normes de nombreuses écoles en matière d'eau et d'assainissement.

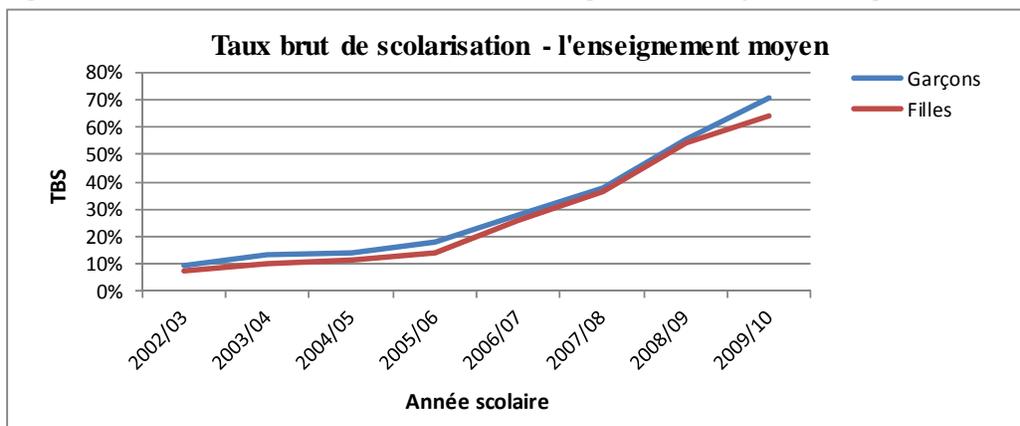
Parmi les faiblesses, on compte aussi le manque de manuels d'éveil et de supports didactiques dans le curriculum de l'éducation de base (CEB), dont les cahiers d'activités, albums de lecture, l'insuffisance ou la courte durée de la formation des enseignants à l'APC, le déficit du quantum horaire et les crises récurrentes du système éducatif.

En moyenne, dans l'enseignement élémentaire public, il y a un maître pour 45 élèves. En ce qui concerne les matériels scolaires, le ratio manuel/élève s'est amélioré. En effet, il est passé de 1,4 en 2005/06 à 1,8 en 2007/08.

2.3. L'enseignement moyen

L'enseignement moyen comprend quatre années d'études : la sixième, la cinquième, la quatrième ainsi que la troisième. Les étudiants sont habituellement âgés de 13 à 16 ans à ce niveau. Les élèves qui finissent les quatre années d'études moyennes obtiennent un Brevet de fin d'études moyennes (BFEM). Il existe aussi des programmes d'enseignement moyen technique qui durent trois ans.

Figure 5. Taux brut de scolarisation de l'enseignement moyen à Louga



Source : IDEN et IVM

Les effectifs fréquentant le premier cycle de l'enseignement secondaire (école moyenne) ont connu une légère augmentation. Le pourcentage de filles à ce niveau est passé de 43 pour cent en 2002/2003 à 45 pour cent en 2009/2010, soit un accroissement de seulement deux pour cent. Une des raisons qui explique ce phénomène est que beaucoup de filles échouent à l'examen d'entrée en sixième. De plus, il y a des parents dans la région de Louga qui n'aiment pas envoyer leurs filles dans une école moyenne lointaine, craignant pour leur sécurité. Par conséquent, la parité entre les sexes n'a pas été atteinte. Le tableau 4 montre l'évolution de l'indice de parité entre 2002/03 et 2009/10.

Tableau 4. Evolution de l'Indice de parité dans l'enseignement moyen

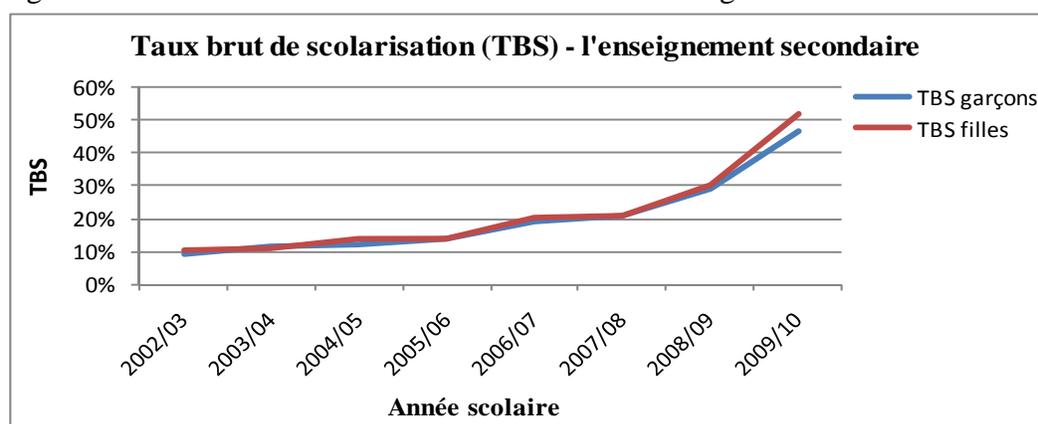
Année	Indice de parité des genres (IPG)
2002/03	0,80
2003/04	0,72
2004/05	0,85
2005/06	0,81
2006/07	0,92
2007/08	0,98
2008/09	0,98
2009/10	0,91

Source : IDEN et IVM

2.4. L'enseignement secondaire général

L'enseignement secondaire débute généralement quand un élève a 17 ans et se termine à ses 19 ans. Il commence par la classe de seconde, la première, puis la terminale et l'aboutissement du cycle est l'obtention du baccalauréat (le BAC). Il existe aussi des programmes d'enseignement secondaire technique au Sénégal, mais Louga n'a pas encore de lycée technique.

Figure 6. Taux brut de scolarisation du secondaire à Louga



Source : IDEN et IVM

Bien que le nombre de filles soit en progression dans l'enseignement secondaire, il existe un déséquilibre entre les garçons et les filles. Par exemple, les effectifs pour les garçons sont passés de 305 en 2002/03 à 1 819 en 2009/10, soit un accroissement de cinq pour cent tandis que les effectifs des filles sont passés de 288 à 1640, soit un accroissement de 4,7 pour cent.

Plusieurs barrières peuvent entraver à la participation et au succès scolaire des filles. En effet, les premières touchées par la déscolarisation liée à la pauvreté sont les filles. En outre, les coûts d'opportunités pour les filles sont élevés, surtout pour les ménages les plus pauvres. Dans ces ménages, la fréquentation de l'école peut être perçue comme un fardeau, en raison de l'importance de la main d'œuvre domestique représentée par les filles (ce sont elles qui participent largement aux tâches domestiques). De plus, au secondaire, les coûts de scolarité sont significatifs et la pauvreté oblige les populations à se consacrer à la satisfaction des besoins de survie au détriment de l'éducation.

Tableau 5. Evolution de l'Indice de parité dans l'enseignement secondaire à Louga

Année	Indice de parité des genres (IPG)
2002/03	1.14
2003/04	0.95
2004/05	1.15
2005/06	0.78
2006/07	1.06
2007/08	1.01
2008/09	1.05
2009/10	1.11

Source : IDEN et IVM

L'enseignement secondaire fait face à des défis qui sont à la fois semblables et différents à ceux de l'enseignement élémentaire. Par exemple, parmi les facteurs socioéconomiques, socioculturels et les facteurs scolaires on compte :

Boite 2

Les facteurs socioéconomiques et socioculturels	Les facteurs scolaires
•Les coûts prohibitifs de l'éducation	•Les stéréotypes dans les situations d'enseignement-apprentissage (attitudes des maîtres...)
•Les coûts d'opportunités	•Le poids des préjugés sexistes au niveau des programmes et des enseignants
•Le mariage précoce	•L'expulsion punitive pour cause de grossesse
•Le manque de modèles à émuler	
•Les grossesses précoces	

Source : IDEN et IVM

2.5. Les écoles Franco-arabes et les écoles coraniques (Daaras)

Au Sénégal, certaines populations sont fort réticentes à la scolarisation de leurs enfants en français seulement et préfèrent l'enseignement franco-arabe. En 2009, Louga disposait de six écoles franco-arabes qui ensemble accueillait 796 étudiants¹⁰. L'enseignement franco-arabe a considérablement progressé ces dernières années. Les effectifs des écoles franco-arabes sont comptés dans les statistiques officielles et les écoles franco-arabes appliquent le curriculum officiel. Les franco-arabes mènent au BAC et aussi à la possibilité d'études supérieures en arabe, bien que l'offre soit maigre au Sénégal (Charlier, 2002).

Il existe aussi un important institut supérieur islamique à Louga érigé sous la tutelle des Saoudiens qui dispense l'enseignement coranique et de la langue arabe. C'est un complexe qui dispose d'un internat, d'une mosquée et de l'appui de fonds islamiques.

L'enseignement coranique est important pour les Lougatois et les écoles coraniques sont donc populaires. En fait, avant l'établissement d'un système d'éducation européen, les enfants

¹⁰ Rapport diagnostique de Louga

apprenaient à lire et à écrire en arabe (Michel, 1988). Cependant, avant 2002, les élèves des écoles coraniques n'étaient pas considérés comme alphabétisés par le système d'éducation sénégalais (Charlier, 2002). D'après Jean-Émile Charlier, cette récente transition fut en réaction aux pressions des divers organismes internationaux pour une augmentation du taux de scolarisation (Ibid). Récemment, le gouvernement sénégalais a officiellement reconnu les écoles coraniques.

Les étudiants des écoles coraniques (les daaras) sont appelés talibés, et les marabouts (enseignants) ont généralement plusieurs talibés qu'ils accueillent à partir d'environ six ans et qui souvent peuvent rester à leurs côtés jusqu'à presque 15 ou 17 ans. Dans les zones urbaines, il n'est pas rare que certains marabouts abusent de ces talibés qui mendient toute la journée et se promènent en lambeaux dans les rues sans recevoir d'éducation. Même si le phénomène des talibés mendiants était dans les dernières décennies plutôt associé à la capitale, la police de Louga a rapporté une multiplication des talibés sur la voie principale dans Louga au cours des dernières années (Dieng, 2010; APS, 2010). Mais comme le constate Blackett (1998), « L'exploitation économique des talibés [sic] à travers les écoles coraniques est un sujet très sensible [sic] au Sénégal parce que les marabouts ont un très grand pouvoir économique et politique. »

Depuis 2006, un certain nombre de daaras modernes ont été construits dont l'objectif est de développer un curriculum et un système d'enseignement moderne.¹¹ Une formation qui va au-delà des études coraniques doit aussi être instaurée. De plus, les daaras doivent être officiellement reconnus pour qu'elles puissent être subventionnées par l'Etat. Selon le ministre de l'enseignement préscolaire, élémentaire, moyen, secondaire et des langues nationales, Monsieur Kalidou Diallo, en intégrant la scolarisation des enfants qui étudient dans les daaras, les taux de scolarisation peuvent augmenter (Fadjri, 2010).

Parmi les atouts du système parallèle des daaras et franco-arabes, on compte le grand intérêt des parents pour ce type d'écoles ainsi que l'existence de comités de gestion d'écoles (CGE) fonctionnels. Toutefois, ces institutions sont aussi contraintes par l'insuffisance de partenaires pour appuyer le sous-secteur, le manque de formation des membres des CGE ainsi que l'absence de subventions de l'Etat pour les écoles coraniques et les écoles franco-arabes privées.

2.6. L'éducation spécialisée et pour handicapés

L'éducation spécialisée pour des étudiants handicapés, tels que les malentendants et malvoyants, n'est toujours pas bien développée au Sénégal et à Louga.¹²

2.7. L'enseignement technique et la formation professionnelle

Le taux de chômage élevé est entre autres explicable par un système d'éducation formel qui ne permet pas aux élèves d'acquérir les compétences requises pour mener une vie professionnelle active (Bottani, 2007). Pour cette raison, l'éducation informelle représente une alternative pour les personnes qui ont très peu de chances de réussir dans le système d'éducation formel.

¹¹ Traditionnellement, les études coraniques à ce niveau consistent seulement en l'apprentissage de la récitation

¹² Les statistiques fiables sur ces écoles n'étaient pas disponibles pour ce rapport.

Établissements publics

L'enseignement technique et la formation professionnelle dans la commune ne jouissent pas d'une bonne assise principalement à cause de leurs rayons d'actions limités dans l'espace et dans leurs effectifs. Le sous-secteur de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) ne joue pas encore un rôle significatif dans la prise en charge des besoins de formation articulés autour des activités économiques dominantes. L'espace communal est pauvre en infrastructures de formation technique et professionnelle et la commune ne dispose pas encore de lycée technique. Toutefois, l'appui de l'Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement (Lux-Développement) dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est un atout considérable. Louga compte plusieurs catégories d'établissements de formation technique et professionnelle publics.

Les centres d'enseignement technique féminin¹³

Un certain nombre de filières sont identifiées et enseignées telles que la restauration, la coiffure, et la couture qui durent trois ans. Recrutées au niveau de la quatrième, les étudiants sont censés se présenter pour l'examen du Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP). Pour faciliter l'insertion professionnelle des élèves en fin de formation, une cellule d'insertion les accompagne, en plus des modules GERME (Gérez mieux votre entreprise), TRIE (Trouvez votre idée d'entreprise) et CREE (Créez votre entreprise) qui sont dispensés. Des formations à la carte en activités et techniques de transformation de céréales et en pâtisserie, sont destinées aux femmes avec l'appui de l'Office de la formation professionnelle (ONFP) et de l'Institut de technologie agricole (ITA).

Ces structures sont confrontées à des difficultés d'ordre matériel et souffrent de l'absence ou de l'insuffisance d'équipements adaptés. Le niveau faible des élèves est aussi souvent évoqué comme une contrainte, ainsi que la formation pédagogique de certains enseignants.

Le Centre de formation et d'appui aux métiers (CEFAM)

Le CEFAM a mis en place une diversité de filières en adéquation avec les besoins en métiers de l'économie régionale :

- Électricité (domestique, moteurs)
- Construction métallique (ouvrage métallique)
- Fabrication mécanique (machines, outils)
- Mécanique auto
- Couture
- Coiffure
- Froid et climatisation domestique
- Informatique – Entrepreneuriat – Gestion
- Dessin de bâtiment
- Teinture ; batik
- Transformation des fruits, légumes et céréales locales.

¹³ On retrouve les centres d'enseignement technique féminin dans les départements de la région, avec un effectif total de 260 apprenants, dont 257 filles.

Les cours s'adressent aussi bien aux professionnels des différents secteurs socio-économiques (surtout pour le perfectionnement), qu'aux jeunes (filles et garçons) en apprentissage dans les entreprises artisanales, et qu'aux jeunes déscolarisés, non scolarisés ou issus de daaras et d'écoles arabes. La formation à la carte est aussi une modalité de formation disponible. Le volet d'apprentissage est caractérisé par des ateliers de production qui ont permis le passage d'un effectif cumulé de 1 040 personnes, entre 2003 et 2009 dont 480 de sexe féminin qui ont bénéficié de formation dans les différents programmes mis en place au niveau du CEFAM. Avec la convention qui devait être signée le 5 mai 2010 entre le Ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (METFP) et le Conseil régional de Louga, le CEFAM est intégré dans le dispositif public des structures de formations professionnelle et technique. A ce titre, il est passé sous le contrôle du ministère responsable de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et assure en même temps des formations diplômantes (CAP, brevet d'études professionnelles- BEP), avec l'introduction de la formation initiale et le Brevet de fin d'études moyennes (BFEM) comme niveau de recrutement.

Le centre a pu nouer un partenariat très fécond. Ainsi, avec l'appui de l'Office de la formation professionnelle (ONFP), de la coopération décentralisée italienne (CESVI), du Bureau international du Travail (BIT) et Lux-Développement, le centre a pu organiser plusieurs sessions de formation.

L'École de formation des instituteurs (EFI)

L'École de formation des instituteurs est une des plus importantes structures de formation publique en ce qui a trait au nombre et au niveau des élèves recrutés officiellement du BFEM (jusqu'en 2009). Certains d'entre eux ont aussi le BAC, alors que d'autres ont même fréquenté l'université. Les effectifs de l'EFI dépassent de loin la capacité d'accueil de l'école qui a pour vocation de former des volontaires de l'éducation.

En plus de ces instituts publics de formation, il existe également à Louga des instituts privés tels que : l'Institut Supérieur de management (ISM), l'Institut africain de Santé Sociale Mame Diarra Bouso et l'Institut de formation sanitaire (ISFSA).

L'Institut supérieur de management (ISM)

L'institut a ouvert ses portes à Louga en 2008, avec une filière management-gestion pour un effectif total de 67 étudiants pour deux niveaux de recrutement (BAC et BAC+ 2). En 2009, les effectifs, composés surtout de femmes ont atteint 123 étudiants. Il n'est pas toujours facile de trouver des entreprises locales appropriées et ouvertes aux stagiaires. Ainsi, la direction se sent contrainte d'envoyer des étudiants en stage chez des entreprises partenaires, établies à Dakar pour la plupart.

L'Institut africain de santé sociale Mame Diarra Bouso (ISMDB) de Louga

Cet Institut privé intervient dans le domaine de la santé. Il existe à Dakar depuis une dizaine d'années. C'est fort de cette expérience qu'il a ouvert une antenne à Diourbel et dernièrement à Louga en 2008 avec 96 étudiants, effectif qui est passé à 66 en 2009 et à 74 en 2010.

Les domaines de formation couvrent quatre filières :

- Sage-femme d'état et infirmier d'état, avec comme niveau de recrutement le BAC, trois années de formation sanctionnées par un diplôme d'État
- Assistant infirmier (niveau BFEM et deux ans de formation) débouchant sur l'obtention d'un diplôme d'État
- Aide soignant, moins exigeant pour le recrutement (niveau 3e) et une durée de formation de deux ans avec à la sortie un diplôme d'école

Institut de formation sanitaire (ISFSA)

Il s'occupe de la formation d'infirmiers d'État et d'assistants infirmiers pour une durée de trois ans ou deux ans.

2.8. L'alphabétisation

Les cours d'alphabétisation se déroulent dans les centres de ressources éducationnelles polyvalents pour adultes (CREPA). Le secteur de l'alphabétisation à Louga compte parmi ses atouts l'existence de ressources humaines en matière d'alphabétisation, l'existence de comités de gestion fonctionnels ainsi que l'expérience et l'engagement des opérateurs en alphabétisation. Mais, l'alphabétisation connaît des situations peu reluisantes. Si le ratio manuel/apprenant reste satisfaisant (1/1) dans les CREPA, il n'en est pas de même pour les table-bancs (5 apprenants/table-banc).

III. FINANCEMENT DE L'EDUCATION

Le Sénégal alloue 40 pour cent de son budget national à l'éducation (Mbaye, 2011b).¹⁴ Bien que l'enseignement élémentaire constitue la première priorité du gouvernement, le pays a aussi considérablement investi pour assurer que 90 pour cent des enfants âgés de six à 16 ans aient accès à une éducation de base. Ces dépenses allouées à l'éducation ont permis d'augmenter le nombre d'enseignants et le nombre d'écoles, mais la qualité de l'éducation a souffert à cause du manque de formation des enseignants (ANSD, 2008). L'efficacité interne du système d'éducation a aussi été limitée par les taux de redoublements et d'abandons élevés.

La commune souffre de la faiblesse de son budget dont une bonne partie est destinée au fonctionnement par rapport aux ambitions de l'équipe municipale. Les faibles capacités d'investissement ont des répercussions dans la gestion quotidienne du cadre de vie des populations. Le tableau 6 présente le budget de la commune en 2009.

Tableau 6. Exécution du budget global des communes en 2009

Désignation	Recettes ordinaires	Recettes extraordinaires	Total des recettes	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en capital	Total des dépenses
Louga	734 074 625	209 080 737	943 155 362	535 629 118	130 554 246	666 183 364

Source : ANSD (2009)

Les ressources financières sont aussi fournies par des bailleurs tels que l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque

¹⁴ Aussi mentionné dans un article de Hamath Kane www.lagazette.sn/spip.php?article2733

Mondiale (BM), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'Agence française de développement (AFD) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Par exemple, la BAD, la BM et l'USAID ont financé des projets d'écoles et d'établissements comme la construction de salles de classe et l'AFD a financé un projet d'équipement (MINEDU/ IA de Louga, 2008). Grâce à l'appui de la JICA, un dispositif pour tous les directeurs d'écoles dans chaque région a été mis en place. L'ACDI a aussi financé la formation des enseignants afin d'améliorer la qualité de l'éducation. Ces fonds ont sans doute contribué à l'amélioration des conditions de travail des maîtres et des élèves, mais il faut souligner que la contribution des partenaires financiers extérieurs est marquée par une grande volatilité. Le tableau 7 montre les ressources financières mobilisées en 2008.

Tableau 7. Les ressources financières mobilisées (en F CFA) (2008)

Bailleurs	Activités	Budget prévu	Engagement	Réalisé
JICA		46 497 900	47 217 400	40 721 800
IDA		58 502 362	20 955 500	En cours de réalisation
BAD	Projets d'établissements	35 152 001	16 882 889	En cours de réalisation
	Projets d'école	38 337 336	38 337 336	En cours de réalisation
	SCOFI	2 175 000	2 175 000	En cours de réalisation
Total BAD		75 664 337	57 365 225	En cours de réalisation
Total CNLS/UARL		8 792 250	8 792 250	8 638 125
Total coopération française		2 820 350	2 820 350	2 820 350
ACDI/PAVE		25 820 422	25 820 422	24 913 422
APPUI AU PILOTAGE DU SYSTÈME ÉDUCATIF		168 000 000	14 673 720	12 486 140
Total Général		387 097 621	177 674 867	89 579 837

Source : MINEDU/ IA de Louga (2008)

Les ressources des collectivités locales ne sont pas suffisantes et, bien que les ménages contribuent aux dépenses scolaires (frais scolaires, frais d'inscription, transport), leur contribution aux dépenses d'investissement est relativement faible. La commune de Louga a donc besoin d'organiser régulièrement des campagnes régionales/locales de financement. La ville peut aussi attirer de nouveaux bailleurs comme la Coopération technique allemande (GTZ) et la Banque islamique et encourager les Lougatois qui vivent à l'étranger à investir dans des écoles.

Simulation et résultats de l'EPSSim

Les coûts associés au développement du système d'éducation à Louga pour 2011-2015 ont été obtenus en utilisant le modèle de simulation des politiques et stratégies éducatives (EPSSim) développé par l'UNESCO. Ce modèle générique peut être utilisé pour les pays ainsi que pour les villes et vise à fournir un soutien aux spécialistes travaillant pour l'élaboration de plans crédibles dans le domaine l'éducation. L'objectif est de déterminer quel est le montant associé aux besoins financiers ainsi qu'aux besoins en infrastructures et en ressources humaines.

Le modèle prend compte du nombre d'élèves à inscrire, d'enseignants à recruter, de salles de classe à construire, les coûts budgétaires et même les écarts. Il est aussi possible de dériver des scénarios alternatifs et de déterminer les ressources nécessaires à la mise en œuvre des plans. Parmi les données requises par le modèle, on compte le taux d'admission, le TBS, le taux de redoublement et d'abandon, la taille de la classe, le rapport élèves/enseignants ainsi que le nombre de salles de classes et de latrines.

Toutes les simulations dans EPSSim sont menées par niveaux éducatifs (depuis le préscolaire jusqu'à l'enseignement supérieur, dans le secteur formel comme informel). Chaque niveau éducatif fait l'objet d'une feuille Excel, l'information est répartie par catégories d'entrants du système (élèves, enseignants, matériel pédagogique, infrastructure), par sexe et par fournisseur de services éducatifs (privé ou public). Tous ces éléments sont interdépendants. Pour faciliter l'utilisation du modèle, la partie projections financières est présentée séparément et reprend tous les niveaux éducatifs sur une seule et même feuille Excel.

Dans cette évaluation des besoins, 2008 a été choisie comme année de base. A cause du manque de données fiables, il n'était possible de faire des projections de coûts que pour les sous-secteurs du primaire et du secondaire.

Coûts unitaires

Selon le rapport diagnostic compilé par le comité technique de Louga, le coût pour construire quatre écoles est \$182 126 (80 millions F CFA)¹⁵, donc le coût unitaire pour construire une école est \$45 531 (20 millions F CFA). Le coût pour construire 18 salles de classe était aussi évalué à \$182 126 (80 millions F CFA), donc le coût unitaire pour une classe est \$10 017 (4,4 million F CFA). Les coûts unitaires pour le matériel didactique ont été trouvés dans un document de l'UNESCO écrit par Diagne (2007).

Le salaire moyen des enseignants est exprimé en multiple du PIB par habitant. Le Produit intérieur brut (PIB) par habitant au Sénégal en 2008 était \$1 142 (501 978 F CFA) (ANSD, 2009). Un salaire annuel moyen correspondant à 3,5 fois le PIB par habitant a été choisi pour les enseignants non-formés du cycle élémentaire et on estime que le salaire des enseignants formés était 6,9 fois le PIB par habitant.¹⁶

Pour estimer les coûts pour atteindre les OMD 2 et 3, nous utilisons les données démographiques compilées par l'ANSD, les effectifs fournis par l'IA et l'IDEN de Louga et la liste des besoins identifiés par la municipalité. Par exemple, on note le besoin de construire quatre écoles élémentaires dans les quartiers de Montagne Nord, Artillerie Nord, Keur Serigne Louga Est et Santhiaba Nord, de réhabilitation des écoles à Keur Serigne Louga (Est, Sud, Nord), Grand Louga Est et Artillerie Nord ainsi que 18 salles de classes. Il y a aussi des écoles qui ne disposent pas de points d'eau et qui ont besoin de latrines séparées pour les filles.

¹⁵ \$1= 439.26 F CFA en 2008, selon www.oanda.com

¹⁶ Les salaires des enseignants sont généralement plus élevés en Afrique (6 à 9,6 fois le PIB par habitant) que dans les autres régions du monde (Mingat, Rakotomalala, Tan, 2002). Ndoye (2007), ancien ministre de l'éducation, constate qu'au Sénégal, le salaire pour les instituteurs était 6,2 fois le PIB par habitant en 2003.

Deux scénarios alternatifs sont simulés pour calculer les coûts associés à l'atteinte des objectifs deux et trois. Cinq variables principales sont changées pour déterminer les coûts : (a) le rapport élèves-maîtres; (b) le ratio élèves/classe; (c) la proportion des redoublants dans les effectifs scolarisés; (d) le niveau moyen de rémunération des enseignants; (e) les dépenses publiques d'éducation en pourcentage des recettes de l'Etat. On estime que le taux de déperdition des enseignants est de trois pour cent.

3.1. Scénario 1

Les indicateurs de flux (taux de promotion, de redoublement et d'abandon) pour la commune de Louga en 2008 n'étaient pas disponibles. Par conséquent, nous avons utilisé les taux moyens pour la région de Louga qui sont présentés dans le tableau 8.

Tableau 8. Indicateurs de flux pour la région de Louga

	Promotion		Redoublement		Abandon	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Elementaire	80,2	77,3	7,4	7,7	12,4	15,0
Moyen	71,3	73,4	14,4	17,7	14,3	8,9

Source : ANSD (2009)

Nous précisons que le taux moyen de redoublement est en deçà de trois pour cent. Un enseignant non-formé ne gagne que 3,5 fois le PIB par habitant et les autres gagnent 6,9 fois le PIB par habitant. Les dépenses publiques ordinaires pour l'éducation sont 20 pour cent et les dépenses pour l'investissement sont de 15 pour cent. Les dépenses totales d'éducation représentent présentement six pour cent du PIB (ce ratio était de 4,6% en 2003).

3.2. Scénario 2

Nous supposons que les enseignants seront payés selon une nouvelle grille salariale et que chaque enseignant non-formé gagne 4,5 fois le PIB par habitant, et que ceux qui sont formés gagnent autour de huit fois le PIB par habitant. Les dépenses publiques ordinaires pour l'éducation sont de 26 pour cent et les dépenses pour l'investissement sont 15 pour cent. Les dépenses totales d'éducation représentent huit pour cent du PIB. Le taux moyen de redoublement est en deçà d'un pour cent.

Tableau 9. Hypothèses des scénarios alternatifs de simulation

	Scénario 1	Scénario 2
Rapport élèves/maîtres (Elementaire)	40	45
Ratio élève/classe (Elementaire)	50	40
Les dépenses totales sur l'éducation en multiple du PIB	6%	8%
Salaire annuel moyen des enseignants en multiple de PIB/habitant	3,5-6,9	4,5-8,0
% de redoublants dans les effectifs	3%	1%
Les dépenses publiques ordinaires pour l'éducation	20%	26%
Dépenses pour l'enseignement elementaire en % des dépenses publiques pour l'éducation	32%	30%

3.3. Les résultats des simulations

Le tableau 10 montre les résultats du premier scénario. Nous supposons que les salaires des enseignants, les dépenses publiques ordinaires, et les dépenses totales sur l'éducation en multiple du PIB, sont moins élevés dans le premier scénario que dans le deuxième. Toutefois, nous supposons aussi que les taux de répétitions et le ratio élève/classe sont supérieurs dans le deuxième scénario que dans le premier.

Tableau 10. Résultats du Scénario 1 (en F CFA et USD)

	2012	2013	2014	2015	Moyen
Nombre de salles de classe (Elementaire)	183	212	243	283	231
Nombre de salles de classe (Moyen)	93	125	184	287	172
Nombre - Autres salles (Elementaire)	15	17	19	22	18
Nombre - Toilettés (Elementaire)	20	23	25	28	24
Postes d'enseignants requis (Elementaire)	333	340	346	361	345
Postes d'enseignants requis (Moyen)	63	76	101	144	96
Enseignement elementaire (public)	5098	5489	6328	5232	5537
Dépenses courantes	2840	2989	3147	3389	3091
Dépenses d'investissements (capital)	2258	2501	3181	1843	2446
Enseignement secondaire I (public)	4149	6717	11247	16722	9709
Dépenses courantes	1204	1503	2053	3008	1942
Dépenses d'investissements (capital)	2946	5214	9194	13714	7767
Total (elementaire et moyen)	9247	12207	17575	21954	15246
Dépenses courantes	4043	4492	5201	6397	5033
Dépenses d'investissements (capital)	5204	7715	12374	15557	10212
Total primaire et moyen (par habitant) en \$	18	24	35	43	30
Dépenses courantes (par habitant) en \$	8.0	8.9	10.3	12.7	10
Dépenses d'investissements (par habitant) en \$	10.3	15.3	24.5	30.8	20

Les coûts pour l'enseignement élémentaire et moyen atteindront \$4.8 million (2 428 million F CFA) en 2015 selon ce premier scénario. La rémunération des enseignants constitue l'élément le plus important des dépenses courantes (91%).

Dans le deuxième scénario, les coûts totaux seront environ \$4.7 million (2 371 million F CFA) en 2015 (tableau en annexe 1 montre les résultats).

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En conclusion, le secteur de l'éducation est une priorité pour la commune de Louga et pour le gouvernement du Sénégal. En dépit d'importants efforts réalisés en termes de couverture scolaire depuis 2002, des besoins majeurs persistent. Par exemple, la majorité des enfants à Louga ne participent pas à l'enseignement préscolaire et l'accès à l'enseignement préscolaire est limité à cause du manque d'établissements. En ce qui a trait à l'enseignement élémentaire, le pourcentage d'élèves incapables d'arriver au bout du cycle élémentaire doit être réduit et les compétences des élèves dans les matières primordiales tels que les mathématiques et les sciences doivent s'améliorer.

Dans l'enseignement moyen, les effectifs ont connu une légère augmentation dans la commune mais la parité des genres n'a pas été atteinte. Ceci indique qu'il faut appuyer une formation remédiale au niveau du CM1 et CM2 pour aider les filles à mieux se préparer au passage en sixième. Dans l'enseignement secondaire, les effectifs restent faible, en dépit de la création de nombreux lycées publics ces dernières années. Ceci semble lié au faible taux d'achèvement au niveau de l'obtention du Brevet de fin d'études moyennes.

La qualité de l'éducation doit être améliorée à tous les niveaux. Plusieurs stratégies peuvent en améliorer la qualité. Par exemple, le gouvernement doit continuer à assurer la formation des enseignants (planification des apprentissages, gestion de la classe) et des directeurs d'établissement. La disponibilité du matériel didactique et des manuels doit être une priorité. En particulier, les cases de tout petits ont besoin de mobilier (tables, chaises, nattes pour les enfants) et de matériel didactique (cahiers, ramettes de papier, crayons de couleur). Le gouvernement pourrait aussi soutenir la formation et les salaires du personnel qui encadre ce sous-secteur. Finalement, le curriculum peut être renforcé, en particulier en mettant en application le nouveau curriculum pour le cycle élémentaire ou réformant le curriculum du cycle moyen.

L'Académie de Louga a largement bénéficié des efforts de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de gratuité des manuels, ce qui a créé des conditions contribuant à l'amélioration de la qualité de l'apprentissage.

Les partenaires au développement pourraient soutenir les efforts du gouvernement et des autorités locales pour la réalisation de l'objectif visant la scolarisation primaire universelle en augmentant son aide destinée à l'éducation de base.

RÉFÉRENCES

- Agence de Presse Sénégalaise [APS], «A Louga: Il n'y a que les talibés sur le terrain» *Louga*
Web URL :
http://www.lougaweb.com/index.php?option=com_content&view=article&id=914&Itemid=82
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie [ANSD] (2004). *Projections de la Population du Sénégal issues du recensement de 2002* (Dakar: ANSD)
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie [ANSD] (2006). *Situation Economique et Sociale de la Région de Louga, Edition 2005* (Louga : ANSD)
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie [ANSD] (2006). *Estimations de la population du Sénégal de 2005 à 2015* (Dakar : ANSD)
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie [ANSD] (2009). *Situation Economique et Sociale du Sénégal, Edition 2008* (Louga : ANSD)
- Blackett, K. (1998). «Le marabout et ses adeptes: Une relation d'exploitation ou d'interdépendance?» *Georgetown University*, Fall 1998, URL :
<https://www9.georgetown.edu/faculty/kokorap/studentprojects/africa/kendra/frenchfinal.htm>
- Bottani, N. (2007). «Afrique : modèles alternatifs de scolarisation» *Oxydiane*, (27 Septembre 2007). URL : <http://www.oxydiane.net/politique-scolastique-politiques/evolution-des-systemes-d/article/afrique-modeles-alternatifs-de>
- Boubacar, N. et François, R. (2007). *Profil de pays établi pour le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2008. L'éducation pour tous en 2015, Un objectif accessible ? Sénégal, Etude de cas* (Dakar : UNESCO)
- Bowman, J. M. et Anderson, C. A. (1980). «The Participation of Women in Education in the Third World» *Comparative Education Review*, 6(2), pp. S13-S32
- Charlier, J-E. (2002) «Le retour de Dieu l'introduction de l'enseignement religieux dans l'École de la République laïque du Sénégal» dans *Éducation et sociétés*, 2(10), pp. 95-111
- Commune de Louga, Gender Equitable Local Development [GELD] and l'Agence Régionale de Développement [ARD] de Louga (2011). «Plan de Développement Social, Economique et Culturel (2012-2017) » (Louga: Mairie de Louga).
- Diagne, A. W. (2007). « Etude de cas sur les coûts et le financement de l'alphabétisation au Sénégal » (Paris : UNESCO)

- Dieng, A. (31 Août 2010). «A Louga: Il n'y a que les talibés sur le terrain» *Louga Web*, URL : http://www.lougaweb.com/index.php?option=com_content&view=article&id=914&Itemid=82
- Diop, N. (4 Mars 2011). «Exigeant la fin immédiate de la grève des enseignants, des élèves de Louga menacent de s'immoler» *Le peuple*, URL : http://lepeuple-sn.com/index.php?option=com_content&view=article&id=535:exigeant-la-fin-immEDIATE-de-la-greve-des-enseignants-des-eleves-de-louga-menacent-de-simmoler&catid=45:education&Itemid=100
- Diouf, T., Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie [ANSD] et Direction de Prévision et de la Statistique [DPS] (2004). *Situation Economique et Sociale de la Région de Louga, Edition 2003* (Louga : ANSD)
- Direction de Prévision et de la Statistique [DPS] (2002). *Banque de Données des Indicateurs socio-économiques du Sénégal (BADIS)* (Dakar: DPS)
- Fadjri, W. (2010). «Année scolaire 2010-2011 : Kalidou Diallo effectue sa rentrée», Dakar Online Net, URL : http://www.dakaronline.net/walf-sn-Annee-scolaire-2010-2011-Kalidou-Diallo-effectue-sa-rentree_a7774.html
- Hirtt, N. (2009) «L'approche par compétences: une mystification pédagogique» dans *l'Ecole démocratique* 8(39), pp. 1-6
- Institut africain de gestion urbaine [IAGU] et Centre des Nations Unies pour les Établissements Humains [CNUEH/UN-Habitat] (2002). *Profil environnemental de la ville de Louga* (Dakar : IAGU)
- Institut africain de gestion urbaine [IAGU] (2003). *Programme VIH/ SIDA et gouvernance locale de la commune de Louga: Mise en œuvre, leçons et enseignements majeurs 2002* (Dakar : IAGU).
- Institut africain de gestion urbaine [IAGU] (2006). *Programme VIH/ SIDA et gouvernance locale de la commune de Louga: Mise en œuvre, leçons et enseignements majeurs 2005* (Dakar : IAGU).
- Kane, H. (2011). «Financement national de l'éducation, le Sénégal a oublié du lot des bons élèves» *La Gazette*, (23 Mars 2011) URL : <http://www.lagazette.sn/spip.php?article2733>
- Mbaye, A. M. (2001). «Enseignement franco-arabe : La région de Louga va bénéficier d'un programme de construction de 100 écoles franco-arabe» *Le peuple*, URL : http://lepeuple-sn.com/index.php?option=com_content&view=article&id=680:enseignement-franco-arabe--la-region-de-louga-va-beneficier-dun-programme-de-construction-de-100-ecoles-franco-arabe-&catid=45:education&Itemid=100
- Mbaye, A. M. (2001b). « Louga - L'environnement physique des écoles, une "plaie" dans le système éducatif, » *Le peuple*, URL : <http://lepeuple->

sn.com/index.php?option=com_content&view=article&id=754:louga-lenvironnement-physique-des-ecoles-une-qplaiq-dans-le-systeme-educatif-&catid=45:education&Itemid=100

Michel, C. (1988). «Senegal» *World Education Encyclopedia*, ed. George Thomas Kurian (New York, NY: Facts on File).

Mingat, A., Ramahatra R., and Jee-Peng, T. (2002). « Le financement de l'Education Pour Tous en 2015 : Simulations pour 33 pays d'Afrique subsaharienne» *Africa Region Human Development Serie de Papiers de Travail 18*. URL : http://gretaf.univ-paris8.fr/gretaf/CommEPT_pdf/MINGAT_EPT.pdf

Ministère de l'Education [MINEDU] et Inspection d'Académie de Louga [IA de Louga] (2008). *Présentation de L'IA lors de la mission de supervision terrain (12 et 13 juin 2008)* (Dakar : MINEDU).

Ministère de l'Education [MINEDU] et Direction de la planification et de la réforme de l'éducation [DPRE] (2006a). *Curriculum de l'éducation de base : enjeux, processus d'élaboration et état d'évolution* (Dakar : MINEDU).

Ministère de l'Education [MINEDU] et Direction de la planification et de la réforme de l'éducation [DPRE] (2006b), *Le curriculum de l'éducation de base – Guide pédagogique du formateur* (Dakar : DPRE/ENEAS).

Ndoye, M. (2007). « Education pour tous : relever le défi du recrutement accéléré d'enseignants » URL : http://www.ciep.fr/conferences/CD_professionnalisation/bak/pages/docs/pdf_interv/NDoye_Mamadou.pdf

Réseaux d'information régionaux intégrés [IRIN] (14 Septembre 2007) «Sénégal: Pour de nouveaux programmes d'enseignement dans les langues locales», *IRIN Africa*, URL : <http://www.irinnews.org/report.aspx?reportid=74294>

Système d'Information Populaire pour les Collectivités Locales au Sénégal [SIPEEY] (2011). *Site Officiel de la Commune de Louga*. URL : http://www.sipsenegal.org/index.php?option=com_content&view=article&id=47%3Acommune-de-louga&catid=25%3Aregion-de-louga&Itemid=21&limitstart=8&44244d98397df0f446187c62156ca17d=575276a40ea0d2f3109111d01c0c5f19 (accédé le 20 Juillet 2011)

Social Impact Assessment and Policy Analysis Corporation [SIAPAC] (2004). *Framework local authority HIV/AIDS impact assessment and participatory planning toolkit* (Windhoek: SIAPAC)

ANNEXE I: Résultats du Scénario 2 (en F CFA et USD)

	2012	2013	2014	2015	Moyen
Nombre de salles de classe (Elementaire)	138	142	143	145	142
Nombre de salles de classe (Moyen)	75	106	167	284	158
Nombre - Autres salles (Elementaire)	11	11	11	11	11
Nombre - Toilettes (Elementaire)	15	15	15	14	15
Postes d'enseignants requis (Elementaire)	305	303	302	309	305
Postes d'enseignants requis (Moyen)	51	64	88	135	85
Enseignement elementaire (public)	3822	3774	3919	4008	3881
Dépenses courantes	3330	3424	3522	3711	3496
Dépenses d'investissements (capital)	492	350	398	297	384
Enseignement secondaire I (public)	4040	6856	12458	16722	10019
Dépenses courantes	1202	1531	2165	3351	2062
Dépenses d'investissements (capital)	2838	5325	10292	13371	7957
Total (elementaire et moyen)	7862	10630	16377	20731	13900
Dépenses courantes	4532	4955	5687	7062	5559
Dépenses d'investissements (capital)	3330	5675	10690	13668	8341
Total elementaire et moyen (par habitant) en \$	16	21	32	41	27
Dépenses courantes (par habitant) en \$	9.0	9.8	11.2	14.0	11
Dépenses d'investissements (par habitant) en \$	6.6	11.2	21.1	27.0	16

ANNEXE II: Données sur les établissements de formation technique et professionnelle

Écoles de formation technique et professionnelle et institutions

Centres	Filières	Nombre étudiants			Durée Formation	Niveau de Recrutement
		Filles	Garçons	Total		
CRETf/Louga	Artisanat	201	0	201	-	-
CETf/Louga	Couture/	20	0	20	-	-
	Confection					
CETf/Louga	Restauration / Hôtellerie	29	0	29	-	-
CETf/Louga	Techniques de collectivité	22	3	25	-	-
CEFAM	+ 10 filières	-	-	-	1 à 6 mois	Elémentaire
						BFEM (2010)
EFI	Enseignement primaire	128	257	385	9 mois	BFEM

Filières et effectifs en 2009 de l'ISM, Louga

Filières	Nombre d'étudiants			Durée formation	Niveau recrutement	Diplômes délivrés
	Garçons	Filles	Total			
Management/ gestion	52	48	100	3 ans	BAC	DSG
Management/gestion	11	12	23	2 ans	BAC+ 2	EBBA
Total	63	60	123	-	-	-

Filières et effectifs de l'ISMDB de Louga, en 2009/2010

Filières	Nombre d'étudiants			Durée formation	Niveau recrutement	Diplômes délivrés
	Garçons	Filles	Total			
Sage femmes	0	24	24	3 ans	BAC	Diplôme d'Etat
Infirmiers	3	16	19	3 ans	BAC	Diplôme
Assistants infirmiers	4	7	11	2 ans	BFEM	Diplôme
Aides soignants	3	17	20	2 ans	Niveau classe de 3 ^{ème}	Diplôme d'école

Source : Rapport diagnostic, Adama Guèye (2011)

Les instituts privés de formation en 2009, dans la commune de Louga

Centres	Filières	Nombre d'étudiants			Durée Formation	Niveau de Recrutement	Diplômes délivrés
		Filles	Garçons	Total			
ISM	Management/ Gestion	60	63	123	2 ans	BAC et BAC+2	DSG et EBBA
I ASS/MDB	Infirmier	16	3	19	3 ans	BAC	Diplôme d'Etat
	Sage-femme	24	0	24	3 ans	BAC	Diplôme d'Etat
	Assistant infirmier	7	4	11	3 ans	BFEM	Diplôme d'Etat
	Aide soignant	17	3	20	3 ans	Niveau 3 ^{ème}	Diplôme d'Etat
IFSA	Infirmier	2	6	8	3 ans	BAC	BEP
	Assistant infirmier	3	7	10	2ans	BFEM	Diplôme d'Etat
Orbit Informatique Systic Louga	Informatique Comptabilité	13	10	23	Entre 11 et 24 mois	Niveau 3 ^{ème}	CAP
							BEP

Source : Rapport diagnostic, Adama Guèye (2011)

ANNEXE III: Chronogramme de mise en œuvre du nouveau curriculum

Préscolaire

Période	Classes	Objet	Niveau d'intervention
2006/2007	Petite section	Extension	IDEN-IA
	Moyenne section	Mise à l'essai	
2007/2008	Petite section	Généralisation	IDEN
	Moyenne section	Extension	
2008/2009	Petite section	Mise à l'essai	IDEN-IA
	Moyenne section	Généralisation	
2009/2010	Grande section	Extension	Généralisation
	Grande section	Généralisation	

Élémentaire

Période	Classes	Objet	Niveau d'intervention
2006/2007	CI	Extension	IDEN
	CP	Mise à l'essai	
	CE1	Mise à l'essai	
2007/2008	CI	Généralisation	
	CP	Extension	
	CE1	Extension	
	CE2	Mise à l'essai	
	CM1	Mise à l'essai	
2008/2009	CE2	Généralisation	
	CP	Généralisation	
	CE1	Généralisation	
	CM1	Généralisation	
	CM2	Mise à l'essai	
2009/2010	CM2	Généralisation	

Centres d'alphabétisation fonctionnelle (CAF)

Période	Classes	Objet	Niveau d'intervention
2006/2007	CAF	Extension	IDEN
2007/2008	CAF	Extension	
2008/2009	CAF	Généralisation	

Écoles communautaires de base

Période	Classes	Objet	Niveau d'intervention
2006/2007	ECB1	Mise à l'essai	IDEN
2007/2008	ECB1	Généralisation	
	ECB2	Mise à l'essai	
	ECB3	Mise à l'essai	
2008/2009	ECB2	Généralisation	
	ECB3	Généralisation	
2009/2010	ECB4	Généralisation	

Source : MINDEDU/ DPRE (2006a) et MINDEDU/ DPRE (2006b)